



**Direction Interrégionale des Services
Pénitentiaires de Paris**
Département des Affaires Immobilières

Centre Pénitentiaire de Bois-d'Arcy

Marché de Maîtrise d'œuvre
Construction d'une cuisine de production

PROGRAMME / CCTP

Consultation

Annexes au programme :

Étude de faisabilité – Programme fonctionnel et technique

Maître de l'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, Avenue de la Division Leclerc – BP 103 – 94 267 Fresnes Cedex

Table des matières

I.	OBJET, RÉMUNÉRATION ET QUALIFICATIONS DU TITULAIRE
I.1	Objet du Marché.....
I.2	Rémunération
I.3	Qualifications et moyens du titulaire.....
II.	LA DISP DE PARIS, L'ÉTABLISSEMENT DE BOIS-D'ARCY
II.1	Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Paris
II.2	Localisation
II.3	Le Centre Pénitentiaire de Bois-d'Arcy
III.	OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME
III.1	Objectifs
III.2	Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement
III.3	Programme
III.3.1	Le bâtiment neuf – Cuisine de production
III.3.2	Les espaces fonctionnels
III.3.3	Revêtements
III.3.4	Équipements techniques
IV.	MISSIONS, OBLIGATIONS.....
IV.1	Les Missions
IV.2	Obligations.....
V.	CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION ET DÉLAIS.....
V.1	APS
V.2	APD
V.3	PRO
V.4	ACT
V.5	VISA des études d'exécution
V.6	DET – Direction de l'exécution des contrats de travaux.....
V.7	AOR – Assistance aux opérations de réception
V.8	OPC – Ordonnancement, Pilotage et Coordination.....
V.9	DÉLAIS

I. OBJET, REMUNERATION ET QUALIFICATION DU TITULAIRE

I.1 Objet du Marché

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris souhaite engager des travaux de construction d'une cuisine de production au sein du Centre Pénitentiaire de Bois-d'Arcy.

L'objet du présent marché est donc de confier une mission de maîtrise d'œuvre complète pour cette opération.

Le contenu des éléments de mission est conforme à la partie réglementaire du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

I.2 Rémunération

Le prix des prestations est un prix forfaitaire, provisoire, établi à partir de l'enveloppe financière définie par le maître d'ouvrage.

En l'occurrence, sur la base du coût prévisionnel des travaux établi en faisabilité, le budget estimé est de 3 500 000 € HT (hors équipements de process cuisine).

Le prix des prestations deviendra définitif, après acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD, par ajustement des honoraires sur la base de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux, établie à ce stade, par la maîtrise d'œuvre.

I.3 Qualifications et moyens du titulaire

Le titulaire devra présenter une qualification OPQIBI n° 0331, ou à défaut des références équivalentes dans le même domaine (direction de l'exécution des travaux) et pour des opérations d'importance similaire.

En cas de groupement, ces qualifications ou références devront être présentées par au moins l'un des cotraitants.

D'une manière générale, l'équipe de maîtrise d'œuvre abrite toutes les compétences nécessaires pour mener à bien l'ensemble de la mission, et ce, pour toute la durée des études et des travaux.

Elle dispose également d'une compétence avérée en économie de la construction ainsi qu'en matière de conception et de suivi d'opérations de cuisines de restauration collective.

II. LA DISP DE PARIS, L'ÉTABLISSEMENT DE BOIS-D'ARCY

II.1 Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Paris

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (D.I.S.P. PARIS) est un service déconcentré qui mène et engage les orientations stratégiques et politiques de l'Administration Pénitentiaire à l'ensemble des Établissements Pénitentiaires et Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de la région Île-de-France.

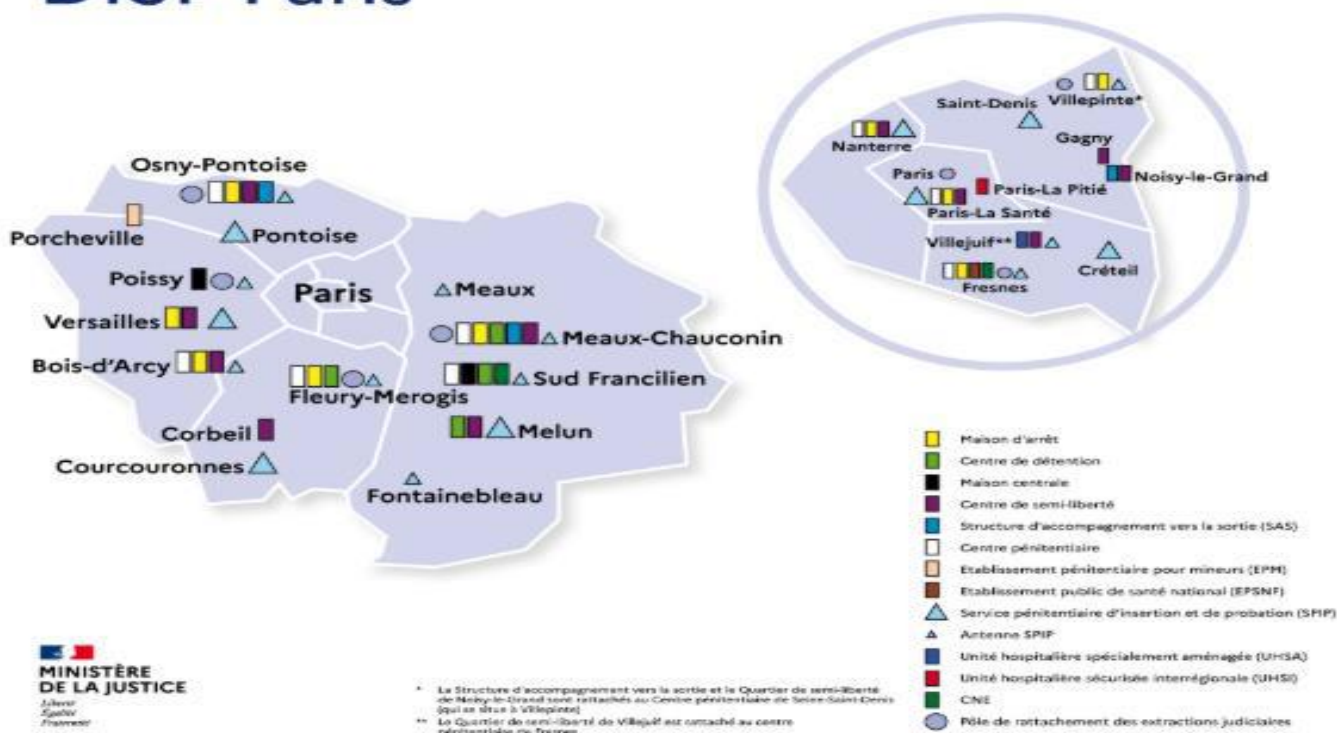
Le Département des Affaires Immobilières (DAI), département de moyens, est placé sous l'autorité du Secrétaire général de la DISP.

La DAI gère et entretient le parc immobilier, les équipements et établissements pénitentiaires de l'inter-région, et l'ensemble des SPIP du ressort.

Il met en œuvre, impulse et contrôle la politique immobilière interrégionale. Il met en œuvre les opérations spécifiques de rénovation (réhabilitation et mise en conformité) qui lui sont confiées. Il assure le rôle d'interface entre les services interrégionaux et les entreprises, les administrations et les intermédiaires externes.

II.2 Localisation

DISP Paris



II.3 Le Centre Pénitentiaire de Bois-d'Arcy

Prévu pour accueillir des hommes majeurs prévenus et condamnés, le Centre Pénitentiaire de Bois-d'Arcy est situé dans le département des Yvelines (78), à environ 25 km à l'ouest de Paris. L'établissement est mis en service en 1978. Il dispose d'une capacité opérationnelle de 1 000 personnes détenues.

Un centre pénitentiaire est un établissement qui comprend au moins deux quartiers à régimes de détention différents (maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale). L'établissement fonctionne en régie directe, c'est-à-dire que l'ensemble des missions de service public pénitentiaire est assuré par l'Administration Pénitentiaire (AP), sous la tutelle de la DISP de Paris.

Le domaine comprend plusieurs bâtiments de détention organisés autour de cours intérieures, des locaux administratifs, des ateliers, ainsi que les services à la personne (UCSA, etc.). La cuisine de production actuelle est insuffisante et ne permet plus de répondre aux besoins de l'établissement.

La zone d'implantation retenue (Plan B sur le plan masse) constitue un espace en limite de zone et du chemin de ronde, desservi par la voie d'accès des camions de livraison.



Centre Pénitentiaire de Bois d'Arcy

5 bis rue Alexandre Turpault

78 390 Bois-d'Arcy

III. OBJECTIFS, CONTRAINTES ET PROGRAMME

III.1 Objectifs

L'opération consiste en la conception et la réalisation d'une cuisine de production neuve, implantée à proximité du bâtiments administratif (voir plan B), dimensionnée pour produire en pointe 3 200 repas quotidiennement, pour un établissement d'une capacité opérationnelle de 1 000 détenus.

Le bâtiment neuf, d'une surface utile d'environ 1 061 m² (SHON : 1 275 m²), comprendra l'ensemble des locaux définis dans le programme fonctionnel et le programme architectural et technique fournis en annexe : espaces de réception et de stockage, zones de production, espaces de distribution, locaux sociaux, et liaisons logistiques avec les quartiers d'hébergement.

Un cheminement couvert devra être aménagé entre la future cuisine et la zone de détention.

Un ouvrage de liaison sera réalisé entre le bâtiment existant et la future cuisine, afin d'assurer la continuité de circulation entre le sous-sol du bâtiment administratif et le nouveau bâtiment.

III.2 Contraintes de sûreté pénitentiaire, de sécurité sanitaire et de préservation du bon fonctionnement de l'établissement

Le titulaire est tenu de prendre en compte, dans l'ensemble de son étude, y compris l'élaboration du phasage opérationnel et l'estimation financière, les contraintes strictes inhérentes à la sécurité de l'établissement.

Il veillera à maintenir la continuité d'activité de l'établissement, dont le fonctionnement ne saurait être interrompu, en concevant un phasage technique précis et adapté. Ce dernier devra limiter autant que possible les nuisances sonores, visuelles et olfactives, ainsi que l'ensemble des perturbations susceptibles d'affecter les usagers et le personnel.

L'accès à la zone de transfert du greffe devra être garanti en permanence, sans restriction, pour permettre la circulation des véhicules d'urgence et de l'administration pénitentiaire.

Tout dispositif de vidéosurveillance impacté par le chantier devra, le cas échéant, être démonté avec précaution et immédiatement repositionné sur des mâts provisoires afin d'assurer la continuité de la surveillance du périmètre.

Département des Affaires Immobilières

Le titulaire veillera à la mise en place de dispositifs et protocoles nécessaires pour prévenir tout risque pour la santé des usagers et du personnel.

Cela comprend la gestion rigoureuse des poussières, des émissions polluantes, du bruit, des déchets, ainsi que l'organisation d'une ventilation adéquate et le maintien d'un niveau d'hygiène élevé dans les zones de passage.

III.3 Programme

Le programme décrit ci-dessous les exigences minimales en espaces et équipements et fournitures.

Les relevés géométriques seront à la charge du titulaire du marché.

Les études de structures seront à la charge du titulaire du marché.

III.3.1 Le bâtiment neuf – Cuisine de production

Le bâtiment neuf sera implanté en zone de détention sur la zone d'implantation Plan B (plan masse joint en annexe), en limite de zone et du chemin de ronde. Il sera de type plain-pied (R+0), d'une surface utile d'environ 1 061 m² (SHON : 1 275 m²).

Le projet devra respecter la réglementation environnementale en vigueur (RE 2020) et faire l'objet de calculs réglementaires afin de valider les choix des systèmes constructifs retenus.

La conception des liaisons logistiques (galeries souterraines ou passerelles couvertes) entre la cuisine et les quartiers d'hébergement constitue un enjeu majeur de l'opération. Ces ouvrages devront permettre le passage simultané de deux chariots de distribution (gabarit 1 200 × 740 × 1 100 mm).

III.3.2 Les espaces fonctionnels

Quantité	Zone fonctionnelle	Intitulé du local	Surface indicative
1	Réception / Sas camion	Sas de livraison + contrôle	≈ 130 m ²
1	Stockages	Réserves sèches + légumerie	≈ 160 m ²
4	Chambres froides	Positives et négatives (viandes, légumes, produits laitiers, déchets)	≈ 150 m ²
1	Production	Zone de cuisson, préparations chaudes/froides	≈ 324 m ²
1	Laverie	Plonge batterie + plonge vaisselle	≈ 60 m ²
1	Distribution	Zone de conditionnement et chargement chariots	≈ 180 m ²
1	Vestiaires / Sanitaires personnel	H + F séparés, douches	≈ 60 m ²
1	Salle de pause / Réfectoire	Espace de restauration personnel	≈ 36 m ²
1	Bureau maître de cuisine	Poste de travail + consultation	≈ 20 m ²
1	Local déchet / DASRI	Stockage déchets avant enlèvement	≈ 30 m ²

fera l'objet d'une conception spécifique (hottes de captage, VMC double flux pour locaux sociaux).

Locaux	Renouvellement d'air
Zones de production	Selon calcul thermique cuisiniste + réglementation
Locaux sociaux / bureaux	25 m ³ /h par personne
Sanitaires	30 m ³ /h par personne
Chambres froides	Ventilation dédiée groupe frigorifique

• IV. MISSIONS, OBLIGATIONS

IV.1 Les Missions

Les missions qui seront confiées au Maître d'œuvre sont :

Mission de base (**DIAG** relevé **APS – APD – PRO – ACT – DET – AOR - OPC**) + **VISA**

Pour assurer ces missions le maître d'œuvre s'appuie sur :

Le présent Programme.

L'étude de faisabilité (fournis en annexe °

Le Programme Fonctionnel et Architectural et Technique fournis en annexe.

En phases d'études, des réunions de travail devront être menées avec les interlocuteurs suivants :

Représentant pour la Maîtrise d'ouvrage :

M. BOUAZIZI Hamza

Chargé d'opérations – Département des Affaires Immobilières – DISP Paris

06 03 99 10 82

hamza.bouazizi@justice.fr

M. ABDAOUI Ilyas

Chef d'unité – Département des Affaires Immobilières – DISP Paris

ilyas.abdaoui@justice.fr

IV.2 Obligations :

Inclure dans les phases DIAG relevé APS et APD autant que nécessaire une prise de connaissance exhaustive des lieux, des installations techniques, des modalités d'accès et des contraintes pénitentiaires inhérentes à un site pénitentiaire ;

Prendre en considération les normes de sécurité Pénitentiaire et autres normes en vigueur, notamment les réglementations HACCP et la marche en avant en cuisine ;

Prendre en considération les réglementations applicables et notamment celle des ERP et des établissements relevant du Code du travail, et consulter lors des études les services départementaux d'incendie et de secours ;

Prendre en considération les avis du contrôleur technique construction qui sera nommé au stade APS ;

Procéder à la rédaction des dossiers de déclaration préalable de travaux ou de permis de construire selon la surface du bâtiment.

Obligations logicielles :

Les plans seront élaborés à partir d'Autocad 2019 et respecteront la charte graphique établie par le DAI / DISP Paris ;

Les pièces écrites seront élaborées au moyen de Word / Excel ;

Les notes de calculs, études d'avant-projet et d'exécution seront établies au moyen de progiciels du commerce intégrant les règles de dimensionnement des DTU (SaniWin ou équivalent...) ;

Les plannings d'études ou de travaux seront établis au moyen de MS Project ou GanttProject.

Nota : reste à charge de la maîtrise d'ouvrage les obligations suivantes :

La fourniture des plans disponibles ;

La réalisation d'études de sol complémentaires ;

La prise en charge des missions CSPS, CSSI, et de contrôle technique.

V. CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION ET DÉLAIS

Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

V.1 ÉTUDES D'AVANT PROJET SOMMAIRE (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations
- Indiquer des durées prévisionnelles de réalisation
- Indiquer les méthodologies et phasages chantier
- Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de faisabilité.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et l'établissement, pendant lesquelles des explications sur les options techniques et économiques proposées seront fournies.

Les livrables attendus :

Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de schéma de principe, plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/250 avec certains détails significatifs au 1/100

Notice descriptive sommaire décrivant les solutions techniques et modalités de phasage ;

Indication d'un délai global de réalisation de l'opération

Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

Les différents compte-rendu de réunion.

Les études d'APS seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

V.2 ÉTUDES D'AVANT PROJET DÉFINITIF (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage, ont pour objet de :

Vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène, à la sécurité et aux normes HACCP ;

Arrêter en plan les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;

Définir les matériaux et équipements et les dimensionner ;

Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;

Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par parties d'ouvrages, par budget et indiquer l'incertitude sur estimation ;

Donner une approche du calendrier global d'exécution des travaux ;

Étudier les impacts sur l'exploitation-maintenance.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage et l'établissement.

Les livrables attendus :

Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de schémas de principe détaillés, plans, coupes, tracés unifilaires de réseaux à l'échelle de 1/100 ;

Notes de calcul de détermination des réseaux selon les DTU en vigueur ;

Notice descriptive précisant les matériaux et équipements proposés ;

Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et des installations techniques avec analyse fonctionnelle ;

Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés ;

Calendrier global par phase de l'exécution des travaux ;

Les différents compte-rendu de réunion.

NB : suivant le contexte de l'opération, d'autres éléments peuvent être réclamés. Les études d'APD seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

Les dossiers d'autorisations administratives et permis de construire :

Département des Affaires Immobilières

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier de permis de construire. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

V.3 ÉTUDES DE PROJET (PRO)

Les études de projet, fondées sur les études d'avant-projet détaillées et approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

Préciser les tracés en plan, coupes et détails les formes des différents éléments, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que leurs conditions de mise en œuvre ;

Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;

Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet par les entreprises ;

Confirmer le coût prévisionnel des travaux établi en APD en le décomposant par corps d'état, sur la base d'un avant-métré ;

Déterminer finement le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Les livrables attendus :

- Documents graphiques

Plans, coupes et détails des ouvrages d'infrastructure, terrassements, tracés des canalisations au 1/100 ou 1/50 si nécessaire ;

Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse ;

Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

- Documents écrits

CCTP : description détaillée, lot par lot, des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives, fonctionnelles et performanciennes, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots ;

Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;

Analyse fonctionnelle ;

Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire par lot ;

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par lot.

V.4 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation ;

Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;

Analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation ;

Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Élaboration du DCE – Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (APD, projet ou EXE).

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises et les regroupe dans le CCTP qui comprend ainsi : les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire établis par le maître d'œuvre ; les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage soit par les autres intervenants.

- Consultation des entreprises

Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage ;

Établissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes ;

Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes) ;

Rédiger un rapport d'analyse des offres présentant des propositions d'attribution justifiées.

Dans le cadre de l'ACT, le maître d'œuvre devra présenter, en commission, son analyse au maître d'ouvrage.

Si la consultation est déclarée infructueuse, le maître d'œuvre devra proposer à son charge un dossier de consultation modifié.

V.5 VISA des études d'exécution

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et dans ce cas, leur délivre son VISA.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par une personne de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification des documents établis par les entreprises. La délivrance du VISA ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

V.6 DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;

S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;

S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux ;

Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;

Informers systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

- Direction des travaux

Organisation et direction des réunions de chantier ;

Établissement et diffusion des compte-rendu ;

Établissement des ordres de service ;

État d'avancement général des travaux à partir du planning général ;

Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.

- Contrôle de la conformité de la réalisation

Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;

Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats ;

Établissement de compte-rendu d'observation ;

Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.

- Gestion financière

Vérification des décomptes mensuels et finaux. Établissement des états d'acompte ;

Examen des devis de travaux complémentaires ;

Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;

Établissement du décompte général.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

V.7 ASSISTANCE AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;

D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;

De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;

De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage

- Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

Valide par sondage les performances des installations ;

Organise les réunions de contrôle de conformité ;

Établit par corps d'état ou par lot la liste des réserves ;

Propose au maître d'ouvrage la réception.

- État des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

- Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement,

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage et en assure le suivi.

V.8 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)

La mission OPC a pour objet d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux.

Elle est réalisée par le maître d'œuvre ou par un prestataire désigné au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.

Les prestations attendues dans le cadre de la mission OPC sont les suivantes :

- Analyser les contraintes d'exécution liées aux interfaces entre les différents lots de travaux ;
- Établir et mettre à jour le calendrier général d'exécution des travaux (planning de synthèse, Gantt par lot) ;
- Coordonner les interventions des entreprises sur le chantier, notamment au regard des contraintes de sécurité pénitentiaire et de continuité de fonctionnement de l'établissement ;
- Animer les réunions de coordination entre les différents lots et rédiger les comptes-rendus correspondants ;
- Détecter et signaler au maître d'ouvrage toute dérive par rapport au planning contractuel et proposer les mesures correctives adaptées ;
- Assurer le suivi de l'avancement physique et financier du chantier et rendre compte régulièrement au maître d'ouvrage ;

Département des Affaires Immobilières

- Participer aux opérations préalables à la réception et veiller à la levée des réserves dans les délais impartis.

Les livrables attendus sont notamment : le planning général de synthèse mis à jour à chaque réunion de coordination, les comptes-rendus de réunion de coordination, et les tableaux de bord d'avancement transmis au maître d'ouvrage.

V.9 DÉLAIS

Délai phase DIAG : 2 semaines

Délai contractuel maximal pour APS : 4 semaines

Délai contractuel maximal pour APD + permis de construire : 4 semaines

Délai contractuel pour PRO/DCE : 4 semaines

Délai contractuel pour l'analyse des offres : 2 semaines

Nota bene : Les pièces mentionnées en annexe du présent programme seront transmises exclusivement aux candidats ayant effectué la visite des lieux et retourné, dûment signés, l'attestation de visite ainsi que l'engagement de confidentialité.